

Étude de l'Institut Fraser – Un manque flagrant de rigueur

Description

Québec, le 25 janvier 2023 — Le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) dénonce vigoureusement le manque de rigueur de « l'étude » de l'Institut Fraser diffusée hier. Selon elle, les employées et employés du secteur public gagneraient un salaire de 32,2 % supérieur en moyenne à ceux du secteur privé. Cette conclusion est pourtant à des années-lumière de la réalité.

En fait, les écarts de rémunération sont systématiquement défavorables aux professionnelles et professionnels de l'État, selon l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Ils sont de près de 15 % avec ceux des autres services publics (gouvernement fédéral, entreprises publiques, municipalités et universités) et de 9 % avec ceux du secteur privé. Quant à la rémunération globale, qui comprend les salaires, les avantages sociaux et les heures de présences au travail, celle du personnel professionnel de l'État québécois est équivalente à celle du secteur privé, toujours selon l'ISQ.

« Encore une fois, l'Institut Fraser induit dangereusement le public en erreur, en présentant ses données de manière si peu nuancée, dénonce Guillaume Bouvrette, président du SPGQ. Plutôt que d'effectuer des amalgames qui faussent la réalité pour faire avancer ses idées de droite, l'Institut Fraser devrait plutôt se pencher avec rigueur sur les résultats des enquêtes de l'ISQ. Ce faisant, il constaterait notamment que le salaire des employés de l'administration publique québécoise est inférieur de 11,9 % à celui de l'ensemble des autres salariés du Québec. »

En faisant preuve d'un peu plus de rigueur intellectuelle, l'Institut Fraser constaterait ainsi que les employées et employés de l'administration québécoise sont les parents pauvres du secteur public. « En faisant des recherches plus approfondies, il aurait notamment découvert à quel point le personnel professionnel est mal équipé en matière d'assurance collective parce que l'employeur ne contribue même pas assez pour payer les taxes du régime », illustre M. Bouvrette. Si cette organisation est vraiment sérieuse, elle devrait revoir sa façon de réaliser ces fameuses études.

À l'approche des budgets fédéral et provincial et des négociations dans le secteur public, ces « penseurs » de droite à la solde des plus riches et des grandes entreprises qui les financent continuent d'utiliser de façon tendancieuse les chiffres afin d'encourager le désinvestissement dans le secteur public. « En tentant de faire croire aux contribuables qu'ils paient trop cher le personnel de l'État, ces princes du néolibéralisme continuent de vouloir détruire, à coup de désinformation, les services publics du Québec », estime M. Bouvrette.

« D'ailleurs, si le personnel professionnel de l'État était à ce point gâté, comment se fait-il que le gouvernement du Québec éprouve de plus en plus de difficultés d'attraction et de rétention? questionne M. Bouvrette. Des postes demeurent vacants pendant de longs mois parce qu'ils peinent à trouver preneurs. Les salaires et les conditions de travail sont peu attrayants, voilà la vérité. »

À propos du SPGQ

Le SPGQ est le plus grand syndicat de personnel professionnel du Québec. Créé en 1968, il représente plus de 32 910 spécialistes, dont environ 23 670 dans la fonction publique, 5 770 à Revenu Québec et 3 470 en santé, en enseignement supérieur et dans les sociétés d'État.

— 30 —

Source

Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec

Renseignements

Nathalie Côté

Conseillère à l'information

418-254-7892 | communications@spgq.qc.ca

Suivre le SPGQ

Web : www.spgq.qc.ca

Twitter : twitter.com/spgq

Facebook : www.facebook.com/lespgq

Categorie

1. Communiqué

date créée

25 Jan 2023